



Mission régionale d'autorité environnementale
ÎLE-DE-FRANCE

**Décision de dispense d'évaluation environnementale
de l'élaboration du zonage d'assainissement de Fontenay-Les-Briis (91)
après examen au cas par cas**

La Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France (MRAe), qui a délégué sa compétence à décider pour les suites à donner à la présente demande le 20 mai 2026 à Clara HERER, le membre délégué attestant qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans la présente décision ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001, du Parlement européen et du Conseil, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 relatifs à l'évaluation environnementale des plans et programmes ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2224-10 ;

Vu les décrets n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » et n° 2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés des 8 septembre 2025, 16 septembre 2025, 7 octobre 2025, 8 décembre 2025 et 18 février 2026 portant nomination ou retrait de membres de la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe d'Île-de-France adopté le 09 août 2023 et publié au bulletin officiel du ministère de la transition écologique le 26 août 2023;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative à l'élaboration du zonage d'assainissement de Fontenay-Les-Briis, reçue complète le 26/03/2026 et consultable sur le site internet de la MRAe d'Île-de-France ;

Vu la consultation de l'agence régionale de la santé (ARS) d'Île-de-France et sa réponse en date du 09/04/2026 ;

Considérant que la demande concerne l'élaboration du zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales de la commune de Fontenay-Les-Briis, qui dénombre 2322 habitants, et qu'elle s'inscrit dans le cadre de l'élaboration du schéma directeur d'assainissement (SDA) par le Syndicat de l'Orge ;

Considérant que le réseau est séparatif et que les eaux usées de la commune sont en grande partie traitées en assainissement collectif (AC) par trois stations d'épuration des eaux usées (STEU), que ces stations très récentes sont en surcharge par temps de pluie par intrusion d'eaux claires en provenance des remontées de nappe et/ou des ruissellements d'eaux pluviales, que ces eaux en saturant la STEU sont susceptibles de dégrader le traitement des eaux usées et d'entraîner un rejet d'eaux non conformes au milieu naturel, et que le SDA prévoit des travaux de réhabilitation des réseaux en vue de supprimer l'intrusion de ces eaux claires parasites ;

Considérant qu'un réseau d'eaux pluviales existe actuellement sur la commune, et que le SDA a identifié des problèmes de pollutions de ces eaux pluviales par des eaux usées, et que le SDA prévoit la mise en conformité des branchements pour supprimer la pollution ;

Considérant que certains secteurs de la commune ne sont pas desservis par un réseau de collecte des eaux usées, soit pour des motifs d'éloignement des réseaux principaux, soit pour des critères liés à des contraintes topographiques, et que le zonage d'assainissement comporte vingt-cinq installations en assainis-

sement non collectif (ANC) qui resteront en ANC, que ce nombre et les incidences associées apparaissent limités ;

Considérant que le réseau est séparatif, non doté de bassins de rétention des eaux pluviales, que le SDA identifie des dysfonctionnements générés par le ruissellement, aggravés par l'imperméabilité des sols, que le dossier recense de nombreuses décisions de catastrophe naturelle liée aux inondations par coulées de boue, et qu'en conséquence le zonage des eaux pluviales prévoit pour les zones dites urbanisées ou urbanisables, la mise en œuvre d'une gestion des eaux pluviales à la parcelle se traduisant par les règles suivantes :

- infiltration des 10 premiers millimètres de pluie à ciel ouvert dans un espace végétalisé via une gestion gravitaire, et limitation aux 30 premiers centimètres de la profondeur des dispositifs d'infiltration des eaux de pluie afin de préserver la nappe sous-jacente,
- conservation d'une surface d'infiltration minimale de 1 m² pour 5 m² imperméables (c'est-à-dire qu'il faut moins de 80 % d'emprise au sol pour les nouvelles constructions),
- mise en place de dispositifs de surverses pour l'anticipation de la gestion des volumes de pluies exceptionnelles de manière à ne pas aggraver le risque de dommages pour les biens et les personnes,
- interdiction de pompage des eaux pluviales vers l'extérieur de la parcelle (réseau ou surface),
- désimperméabilisation et si possible dissociation du réseau d'eaux pluviales existant afin de réduire les impacts générés par l'imperméabilisation des sols ;

Considérant que le SDA s'engage à ce que les règles ci-dessus énoncées soient complétées par les modes opératoires issus du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Orge-Yvette adopté en janvier 2026 et déclinant les dispositions du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) du bassin Seine-Normandie 2022-2027 ;

Considérant que le développement urbain futur de la commune est envisagé dans le cadre de deux orientations d'aménagement et de programmation (OAP) au niveau des hameaux de la Chamoise et de Bel-Air mais que le nombre de logements neufs prévus n'est pas précisé ;

Considérant que les futures installations en AC et ANC s'établissent en dehors d'espaces naturels reconnus pour leur intérêt écologique (Natura 2000, zones humides, Znieff) ;

Considérant, au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, que l'élaboration du zonage d'assainissement de Fontenay-Les-Briis n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation environnementale de certains plans et programmes ;

Décide :

Article 1er :

L'élaboration du zonage d'assainissement de Fontenay-Les-Briis telle qu'elle résulte du dossier transmis à l'Autorité environnementale le 26/03/2026 n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement, ne dispense

pas des obligations auxquelles la procédure d'élaboration du zonage d'assainissement de Fontenay-Les-Briis peut être soumise par ailleurs.

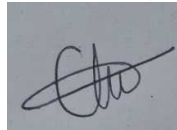
Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet d'élaboration du zonage d'assainissement de Fontenay-Les-Briis est exigible si les orientations générales de ce document viennent à évoluer de manière à créer un impact notable sur l'environnement ou sur la santé humaine.

Article 3 :

En application de l'article R.122-18 (II) précité, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public et sera publiée sur le site internet de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France.

Fait à Paris le 26/05/2026

Le membre délégataire :

A square box containing a handwritten signature in black ink. The signature is stylized, with a large 'C' and 'H' visible.

Clara HERER

Voies et délais de recours

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;
- elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant ou adoptant le plan, schéma ou programme ou document de planification.

Où adresser votre recours gracieux ?

Monsieur le président de la mission régionale d'Autorité environnementale

DRIEAT d'Île-de-France

Service connaissance et développement durable

Département évaluation environnementale

21-23, Rue Miollis – 75732 Paris Cedex 15

par voie électronique à l'adresse suivante : ae-urba.scdd.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr

Où adresser votre recours contentieux ?

Auprès du tribunal administratif territorialement compétent pour connaître du recours contentieux

contre l'acte approuvant le document de planification (cf. article R. 312-1 du code de justice administrative)